

Art. 3. Les objectifs finaux et les objectifs de développement visés à l'article 2 entrent en vigueur progressivement, année d'études par année d'études, à partir de l'année scolaire 2010-2011, à l'exception :

1° des objectifs finaux "néerlandais" du deuxième degré (première et deuxième années d'études) ESG, ESA et EST, qui entrent en vigueur progressivement, année d'études par année d'études, à partir de l'année scolaire 2012-2013;

2° des objectifs finaux "néerlandais" du troisième degré (première et deuxième années d'études) ESG, ESA et EST, qui entrent en vigueur progressivement, année d'études par année d'études, à partir de l'année scolaire 2014-2015;

3° des objectifs finaux "langues étrangères modernes : français ou anglais" du troisième degré (première et deuxième années d'études) ESP, qui entrent en vigueur progressivement, année d'études par année d'études, à partir de l'année scolaire 2012-2013;

4° des objectifs finaux "langues étrangères modernes : français ou anglais" du troisième degré (troisième année d'études) ESP, qui entrent en vigueur à partir de l'année scolaire 2014-2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 avril 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

—
Note

(1) *Session 2009-2010*

Documents — Projet de décret : 215, n° 1. — Rapport : 215, n° 2. — Texte adopté en séance plénière : 215 – n° 3.

Annales — Discussion et adoption : Séance du 31 mars 2010.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1910

[2010/203172]

3 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets du 30 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes et Communes du 3 avril 2009;

Vu l'avis 46.638/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux crématoriums visés par la rubrique 93.03.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes conditions, on entend par établissement existant tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour l'application des présentes conditions, les pièces anatomiques, à savoir les organes ou membres de corps humains, aisément identifiables par un non-spécialiste, recueillis à l'occasion des activités de soins de santé, ainsi que les fœtus de moins de 180 jours, sont considérées comme des corps humains.

CHAPITRE II. — *Construction*

Art. 3. L'établissement comprend au minimum :

1° un endroit destiné à la réception des corps humains;

2° un local destiné à la crémation;

3° un local de conservation des corps humains ou un dispositif réfrigéré équivalent, devant dans tous les cas être en communication directe avec le local de crémation.

Art. 4. Le local destiné à la crémation est suffisamment large pour contenir le(s) unité(s) de crémation et permettre des manœuvres autour de ceux-ci.

Art. 5. Le local de conservation des corps humains ou le dispositif réfrigéré équivalent dispose d'une capacité suffisante pour contenir un corps par unité de crémation.

Art. 6. Le sol de l'endroit destiné à la réception des corps humains et du local destiné à la crémation est pourvu d'un revêtement imperméable, facilement lavable, et d'une évacuation des eaux usées munie d'un siphon coupe-air.

Les eaux usées sont collectées.

Les parois sont pourvues, sur une hauteur de 1,5 mètre, d'un revêtement lisse et facilement lavable.

Le sol et les parois ne sont constitués ni recouverts d'aucun matériau putrescible.

Art. 7. Le local de conservation des corps humains répond aux caractéristiques de construction et d'aménagement visées à l'article 6, à l'exception du système d'évacuation des eaux usées. La présente disposition n'est pas applicable aux dispositifs constitués de cellules réfrigérées.

Le local de conservation des corps humains ou le dispositif réfrigéré équivalent est conçu pour assurer la conservation des corps à une température maximale de 4 °C.

Art. 8. Le local de crémation est pourvu d'une ventilation. Celle-ci peut être naturelle ou mécanique.

Art. 9. § 1^{er}. La ou les unités de crémation sont utilisées uniquement pour la crémation des corps humains.

§ 2. La ou les unités de crémation sont pourvues d'une chambre de combustion principale et d'une chambre de post-combustion, chacune équipée d'un brûleur au moins.

§ 3. La cheminée de la ou des unités de crémation a une hauteur minimale de 6 mètres calculée entre le niveau du sol du rez-de-chaussée et le haut du débouché à l'air libre en toiture.

Les rejets d'effluents gazeux à l'atmosphère se font via la cheminée, à une vitesse supérieure à 8 m/s qui garantit une bonne dispersion des polluants résiduels.

En vue de rendre possible le prélèvement d'effluents gazeux, des orifices sont aménagés en des endroits facilement accessibles dans les parois de la cheminée.

Ces ouvertures sont situées dans une zone non perturbée de la cheminée, à une distance de la dernière perturbation (sortie du foyer, coudes, etc.) au moins égale à 5 fois le diamètre de la cheminée. A défaut, il est prévu une rehausse amovible permettant de garantir les conditions normalisées de prélèvement.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 10. L'exploitant veille à ce que ne soient admis dans le crématorium que les cercueils accompagnés d'un certificat établi par l'entrepreneur de pompes funèbres conformément à l'annexe 1^{re} et les boîtes étanches pour les pièces anatomiques.

Art. 11. Le temps de séjour des corps humains dans le local de conservation ou le dispositif réfrigéré équivalent ne peut dépasser quarante-huit heures.

L'autorité compétente peut prévoir une condition particulière permettant au fonctionnaire technique d'autoriser exceptionnellement un temps de séjour supérieur à celui visé à l'alinéa 1^{er}, sur base d'une demande de l'exploitant motivée par des raisons d'ordre public.

Art. 12. En cas d'arrêt de l'ensemble des unités de crémation pour une durée de plus de quarante-huit heures, l'exploitant transfère les corps humains vers un autre crématorium.

Art. 13. Les opérations de crémation sont effectuées par un personnel qualifié et correctement informé du mode d'utilisation du ou des unités de crémation.

La ou les unités de crémation sont utilisées selon les spécifications décrites par le constructeur.

Une notice comportant les instructions nécessaires est affichée à proximité de l'appareil.

Art. 14. La chambre de combustion principale atteint une température minimale de 700 °C et maximale de 900 °C avant le dépôt du corps.

Le brûleur de la chambre de post-combustion se met automatiquement en marche dès que la température des gaz issus de la chambre de combustion principale est inférieure à 850 °C.

Les gaz de combustion sont brûlés à une température minimale de 850 °C pendant au moins 2 secondes et en présence d'au moins 6 % d'oxygène (O₂).

Les températures de la chambre de combustion principale et de la chambre de post-combustion sont mesurées et affichées en continu pendant le fonctionnement effectif de l'installation.

Art. 15. En cas d'incident, les locaux visés à l'article 3 sont immédiatement lavés et désinfectés au moyen de produits bactéricides.

Art. 16. Les cendres ne peuvent être dispersées dans ou en bordure des eaux de surface, dans un site Natura 2000, dans une zone de prise d'eau ou dans une zone de prévention de prise d'eau. La charge du sol est en équilibre avec la végétation.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 17. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Air*

Art. 18. Les rejets atmosphériques ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes :
(1013 hPa, 273 K, 11 % O₂, gaz sec) - Moyennes journalières sur les crémations d'une journée.

Substances	Valeurs limites
Poussières totales (mg/Nm ³)	20
Carbone Organique Total (mg/Nm ³)	20
CO (mg/Nm ³)	50
NOx (mg/Nm ³)	400
HCl (mg/Nm ³)	20
Pb (mg/Nm ³)	0,5
Hg (mg/Nm ³)	0,05
PCDD/Fs (ng WHO-TEQ/Nm ³)	0,1
Formaldéhyde (mg/Nm ³)	0,5

- mesures des PCDD/Fs dans le premier cm de terre des pelouses de dispersion (norme canadienne 2005 : 4 ng WHO-TEQ (PCDD/Fs)/kg sol);

- mesure de Hg dans l'air aux postes de travail des opérateurs (respect TLV);

- données de dispersion cheminées : hauteur et Ø, t°, vitesse, coordonnées cartographiques Lambert (à fournir pour les calculs de dispersion destinés à vérifier la conformité avec les critères de qualité de l'air).

Art. 19. Pour assurer l'homogénéité de l'écoulement, le conduit comporte une section droite au moins égale à 5 diamètres hydrauliques en amont du plan d'échantillonnage et 2 diamètres hydrauliques en aval (5 diamètres hydrauliques lorsque le conduit débouche en plein air).

CHAPITRE VI. — *Contrôle et surveillance*

Art. 20. L'exploitant fait procéder à ses frais aux mesures des émissions des substances mentionnées à l'article 18.

Ces mesures sont exécutées, dans les conditions normales d'exploitation, par un laboratoire ou un organisme agréé selon les dispositions de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.

La première campagne de mesures est effectuée, selon les cas, dans les six mois de la mise en service de l'installation, de la délivrance d'un nouveau permis suite à une demande de renouvellement ou du respect de l'article 18 conformément à l'article 22, alinéa 2. Ensuite, l'exploitant fait contrôler l'ensemble des unités de crémation de l'installation au minimum tous les trois ans.

L'exploitant est également tenu de faire procéder au contrôle de ces émissions à toute demande écrite du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les périodes d'arrêt ou de démarrage ne sont pas prises en compte.

L'échantillonnage et les analyses sont réalisés selon des méthodes normalisées en accord avec le protocole visé en annexe 2.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificative, transitoire et finale*

Art. 21. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé :

1° à l'article 1^{er} :

a) au point 5, les mots "ainsi que les pièces anatomiques," sont insérés entre les mots "classe B2," et "comprenant";

b) au point 6, les mots "autres que les pièces anatomiques" sont insérés après les mots "les déchets anatomiques";

c) il est inséré un point *6bis* rédigé comme suit :

"*6bis.* pièces anatomiques: les organes ou membres de corps humains, aisément identifiables par un non-spécialiste, recueillis à l'occasion des activités de soins de santé, ainsi que les fœtus de moins de 180 jours;";

2° à l'article 2, il est inséré un point 3° rédigé comme suit :

"3° pour les pièces anatomiques : en les inhumant ou en les confiant à un crématorium dûment autorisé.".

Art. 22. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Toutefois, notwithstanding les valeurs limites imposées dans leur permis en cours au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les établissements existants respectent les valeurs limites prévues à l'article 18 au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 23. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 1^{re} — Certificat visé à l'article 10

Le certificat visé à l'article 10 établit le respect des dispositions suivantes :

1. Le cercueil est en bois massif ou en MDF ou Aggloméré constitué au minimum de panneaux de type E1 ne contenant pas plus de 9 mg de formaldéhyde par 100 grammes de matériau (norme E1). Les panneaux sur lesquels figure la dénomination "classe E1" combinée à la mention "KOMO" ou "U" répondent à ce critère;
2. Le cercueil est d'une épaisseur de 15 mm minimum et 25 mm maximum;
3. Le matériau dans lequel est fabriqué le cercueil n'est pas imprégné;
4. Aucune méthode de protection du bois ni aucun assemblage à base de composés organiques halogénés n'a été utilisé;
5. Les colles constituées de carbone, d'hydrogène, d'oxygène et d'azote ont seules été utilisées;
6. Les laques utilisées sont exemptes de nitrocellulose;
7. Les vernis, laques et matériaux de colmatage utilisés pour l'étanchéité des cercueils émettent le moins de fumées possible à la combustion. Ils sont peu inflammables et ne contiennent ni matières organiques halogénées ni métaux lourds;
8. L'habillage intérieur du cercueil, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, a été réalisé dans des matières essentiellement constituées de carbone, d'hydrogène, d'azote et d'oxygène, dont la structure moléculaire ne comporte aucun composé insaturé;
9. Les matériaux de cellulose naturelle et les matériaux de cellulose constitués de moins de 30 % de fibres synthétiques, tels que coton, lin, viscose, acétate de cellulose, les tissus composés de matières naturelles tels que coton, ouate, laine, et les feuilles constituées de polyéthylène ou de polypropylène satisfont aux exigences visées au point 9;
10. Les garnitures intérieures sont exclusivement composées de produits naturels biodégradables;
11. Aucune matière polluante ne se trouve à l'intérieur des coussins;
12. Afin d'absorber l'humidité à l'intérieur du cercueil, il n'a été fait usage que de sciure de bois, de copeaux ou de paille de bois, ou, si des matériaux à forte absorption ont été utilisés, ceux-ci sont composés d'acide acrylique polymère et de sels alcalins ou d'ammonium;
13. Les gaines sont fabriquées exclusivement dans des matériaux et tissus biodégradables;
14. Tout implant fonctionnant sur pile est enlevé de la dépouille;
15. Les poignées qui ne sont pas en bois, les vis de parement et autres pièces décoratives peuvent être retirées de l'extérieur du cercueil;
16. Le corps n'a subi aucun traitement de thanatopraxie avec des produits à base de formaldéhyde.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 2. — Echantillonnage et analyses des émissions des substances mentionnées à l'article 18.

Les prélèvements sont effectués sur un nombre de quatre cycles de crémation au mieux ou une journée de crémation si celle-ci comporte moins de quatre cycles. La première crémation est obligatoirement prise en compte.

Un cycle de crémation est défini comme le temps propre du processus de crémation, c'est-à-dire de la fermeture de la porte après introduction du cercueil jusque avant l'ouverture de la porte pour l'opération de décentrage.

1. Mesure d'O₂

Le calibrage de l'analyseur d'O₂ est réalisé à la valeur atmosphérique considérée égale à 20,95 % .

Le contrôle est, si possible, effectué à 15 % d'O₂ (mesure au moyen du paramagnétisme).

2. Mesure des polluants en continu (SO₂, CO, CO₂, NO_x, COT)

Les gaz sont aspirés via un filtre chauffé puis refroidis à l'aide d'un système de refroidissement à une température d'environ 5 °C (pour éliminer l'eau présente dans les fumées) avant d'être acheminés vers les analyseurs. Les hydrocarbures imbrûlés (ou carbone organique total), par contre, sont analysés à chaud à une température de l'ordre de 200 °C (technologie FID).

Les variations de débit et de température dans les effluents gazeux à l'émission n'influencent pas ces paramètres.

Les résultats corrigés à 11 % d'O₂ sont calculés sur la moyenne des résultats ou sur les valeurs instantanées.

3. Mesure des polluants en discontinu (poussières, dioxines, formaldéhyde, HCl, Hg, Pb)

Les prélèvements des poussières, métaux et dioxines, sont effectués sur l'ensemble des cycles de crémations.

La concentration en humidité des fumées est déterminée pendant toute la durée des prélèvements.

Les prélèvements d'HCl et de formaldéhyde sont effectués par cycle de crémation.

Les résultats exprimés par Nm³sec sont calculés sur base de la moyenne des débits des effluents gazeux, de leur humidité et de leur température réels par cycle de crémation (correspondant à la période de prélèvement).

Le débit est mesuré en continu et la moyenne est calculée sur le cycle de crémation.

4. Point de prélèvement

Les mesures des polluants sont effectuées en un point fixe jugé représentatif de la moyenne des vitesses relevées sur la section de mesure.

La cartographie de vitesse est réalisée durant une période stable de fonctionnement de l'unité de crémation (en phase de préchauffage, brûleurs de la chambre de combustion et de la postcombustion en fonctionnement).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 1910

[2010/203172]

3. JUNI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Krematorien und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalkommission für Abfälle vom 30. März 2009;

Aufgrund des Gutachtens des Hohen Rates der Städte und Gemeinden vom 3. April 2009;

Aufgrund des am 3. Juni 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.638/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Krematorien gemäß der Rubrik 93.03.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Bedingungen ist unter bereits bestehendem Betrieb jeden vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses ordnungsmäßig genehmigten Betrieb zu verstehen, sowie jeden Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

Zur Anwendung der vorliegenden Bedingungen werden die anatomischen Teile, d.h. die von einem Nichtfachmann leicht identifizierbaren Organe oder Teile von menschlichen Körpern, die bei Aktivitäten im Rahmen der Gesundheitspflege gesammelt werden, sowie die Föten von weniger als 180 Tagen als menschliche Körper betrachtet.

KAPITEL II — Bau

Art. 3 - Der Betrieb umfasst wenigstens:

1^o einen Ort für die Aufnahme der menschlichen Körper;

2^o einen Raum für die Kremation;

3^o einen Raum für die Aufbewahrung der menschlichen Körper oder eine entsprechende Kühlzone, der/die in jedem Fall unmittelbar mit dem Kremationsraum verbunden ist.

Art. 4 - Der Kremationsraum ist breit genug, um die Kremationseinheit(en) zu enthalten und die notwendigen Vorgänge um diese Einheiten herum zu ermöglichen.

Art. 5 - Der Raum für die Aufbewahrung der menschlichen Körper oder die entsprechende Kühlzone verfügt über eine zureichende Kapazität für einen Körper pro Kremationseinheit.

Art. 6 - Der Boden des Ortes für die Aufnahme der menschlichen Körper und des Kremationsraums ist mit einem undurchlässigen und leicht waschbaren Material ausgelegt und verfügt über eine Vorrichtung zur Ableitung von Abwasser, die mit einem Geruchsverschluss versehen ist.

Das gesamte Abwasser wird gesammelt.

Die Wände sind bis zur Höhe von 1,5 Meter mit einem glatten und leicht waschbaren Belag versehen.

Der Boden und die Wände enthalten keinen fäulnisfähigen Stoff, und sind keinesfalls mit einem solchen Stoff bedeckt.

Art. 7 - Der Raum für die Aufbewahrung der menschlichen Körper genügt den Bau- und Einrichtungsmerkmalen nach Artikel 6, mit Ausnahme des Abwasserableitungssystems. Die vorliegende Bestimmung ist nicht auf die Vorrichtungen anwendbar, die aus Kühlzellen bestehen.

Der Raum für die Aufbewahrung der menschlichen Körper oder die entsprechende Kühlzone wird so konzipiert, dass die Körper bei einer Höchsttemperatur von 4°C aufbewahrt werden.

Art. 8 - Der Kremationsraum ist mit einer natürlichen oder mechanischen Belüftungsanlage versehen.

Art. 9 - § 1. Die Kremationseinheit(en) wird (werden) nur für die Einäscherung von menschlichen Körpern benutzt.

§ 2. Die Kremationseinheit(en) besteht (bestehen) aus einer Hauptbrennkammer und einer Nachbrennkammer, wobei jede Brennkammer mit wenigstens einem Brenner versehen ist.

§ 3. Der Mindesthöhe des Schornsteins der Kremationseinheit(en) beträgt 6 Meter zwischen dem Bodenniveau des Erdgeschosses oder dem Oberteil der Schornsteinmündung über dem Dach.

Die Abgase werden über den Schornstein in die Atmosphäre ausgestoßen, bei einer Geschwindigkeit über 8 m/s, die eine gute Streuung der Schadstoffrückstände ermöglicht.

Um die Probeentnahme von Abgasen zu ermöglichen, weisen die Wände des Schornsteins Öffnungen an leicht zugänglichen Stellen auf.

Diese Öffnungen befinden sich in einem nicht gestörten Bereich des Schornsteins, d.h. in einem Abstand von der letzten Störung (Austritt des Feuerraums, Bögen, usw.), der mindestens 5 Mal dem Durchmesser des Schornsteins entspricht. Sind keine solchen Öffnungen vorhanden, wird ein abmontierbares Verlängerungsstück vorgesehen, das es ermöglicht, die genormten Bedingungen für die Probeentnahme einzuhalten.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 10 - Der Betreiber sorgt dafür, dass nur die Särge, denen ein gemäß der Anlage 1 vom Bestattungsunternehmen erstelltes Zeugnis beigefügt wird, sowie die dichten Behälter für die anatomischen Teile ins Krematorium zugelassen werden.

Art. 11 - Die Aufenthaltsdauer der menschlichen Körper im Raum für die Aufbewahrung oder in der entsprechenden Kühlzone darf nicht mehr als achtundvierzig Stunden betragen.

Die zuständige Behörde kann eine Sonderbedingung vorsehen, die es dem technischen Beamten ermöglicht, ausnahmsweise eine Aufenthaltsdauer zu erlauben, die die nach Absatz 1 übertrifft, auf der Grundlage eines Antrags des Betreibers mit einer auf der öffentlichen Ordnung basierenden Begründung.

Art. 12 - Falls die gesamten Kremationseinheiten für mehr als achtundvierzig Stunden außer Betrieb genommen werden, führt der Betreiber die menschlichen Körper einem anderen Krematorium zu.

Art. 13 - Die Vorgänge in Zusammenhang mit der Kremation werden von einem qualifizierten Personal durchgeführt, das über das Bedienungsverfahren der Kremationseinheit(en) richtig unterwiesen worden ist.

Die Kremationseinheit(en) wird (werden) nach den Spezifikationen des Herstellers betrieben.

Eine entsprechende Bedienungsanleitung befindet sich in der Nähe der Gerätschaften.

Art. 14 - In der Hauptbrennkammer wird eine Mindesttemperatur von 700°C und eine Höchsttemperatur von 900°C erreicht, bevor der Körper eingeführt wird.

Der Brenner der Nachbrennkammer schaltet automatisch an, sobald die Temperatur der Abgase aus der Hauptbrennkammer 850°C unterschreitet.

Die Verbrennungsgase brennen während mindestens 2 Sekunden bei einer Mindesttemperatur von 850°C und bei einem Sauerstoffgehalt (O₂) von mindestens 6%.

Die Temperaturen in der Haupt- und Nachbrennkammer werden während des effektiven Betriebs der Anlage ununterbrochen angezeigt.

Art. 15 - Bei einem Störfall werden die in Artikel 3 genannten Räume unverzüglich gereinigt und mit Bakteriziden desinfiziert.

Art. 16 - Die Asche darf nicht in ein oder am Ufer eines Oberflächengewässers, in einem Natura 2000-Gebiet, in einer Wasserentnahmezone oder einer Präventivzone eines Wasserentnahmebauwerks ausgestreut werden. Die Bodenbelastung muss mit der Vegetation im Gleichgewicht sein.

KAPITEL IV — Feuer- und Unfallverhütung

Art. 17 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — Luft

Art. 18 - Die Ausstöße in die Atmosphäre dürfen folgende Grenzwerte nicht überschreiten:

(1013 hPa, 273 K, 11% O₂, Trockengas) - Tägliche Mittelwerte für die Kremationen an einem Tag.

Stoff	Grenzwerte
Gesamtstaub (mg/Nm ³)	20
gesamter organischer Kohlenstoff (mg/Nm ³)	20
CO (mg/Nm ³)	50
NOx (mg/Nm ³)	400
HCl (mg/Nm ³)	20
Pb (mg/Nm ³)	0,5
Hg (mg/Nm ³)	0,05
PCDD/Fs (ng WHO-TEQ/Nm ³)	0,1
Formaldehyd (mg/Nm ³)	0,5

- Messung der PCDD/Fs in dem ersten cm Erde der Rasen, wo die Asche verstreut wird (Kanadische Norm 2005: 4 ng WHO-TEQ (PCDD/Fs)/kg Boden);

- Messung des Hg in der Luft an den Arbeitsstellen der Operatoren (Einhaltung TLV);

- Daten über die Streuung / Schornsteine: Höhe und Ø, T°, Geschwindigkeit, Lambert-Koordinaten (zu liefernde Daten für die Berechnungen betreffend die Streuung, zur Prüfung der Einhaltung der Luftqualitätskriterien).

Art. 19 - Zur Gewährleistung der Homogenität des Abgasstromes verfügt der Schacht über einen geraden Abschnitt, der mindestens 5 hydraulischen Durchmessern vor der Stichprobenebene und 2 hydraulischen Durchmessern nach dem Stichenprobenebene (5 hydraulischen Durchmessern wenn das Rohr in die freie Luft mündet) entspricht.

KAPITEL VI — Kontrolle und Überwachung

Art. 20 - Der Betreiber lässt die Stoffemissionen nach Artikel 18 zu seinen Lasten messen.

Diese Messungen werden unter normalen Betriebsbedingungen durch ein gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenes Labor oder eine zugelassene Stelle durchgeführt.

Die erste Messkampagne erfolgt binnen sechs Monaten nach der Inbetriebnahme der Anlage, der Ausstellung einer neuen Genehmigung anschließend an einen Antrag auf Erneuerung, oder der Einhaltung von Artikel 18 gemäß Artikel 22, Absatz 2, je nach Fall. Danach lässt der Betreiber die gesamten Kremationseinheiten der Anlage mindestens alle drei Jahre kontrollieren.

Der Betreiber ist ebenfalls verpflichtet, diese Emissionen prüfen zu lassen, sobald der mit der Überwachung beauftragte Beamte einen entsprechenden schriftlichen Antrag stellt.

Die Stillstand- und Anlaufperioden werden dabei nicht berücksichtigt.

Die Probenahme und Analysen erfolgen nach genormten Verfahren in Übereinstimmung mit dem in der Anlage 2 angeführten Protokoll.

KAPITEL VII — Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 21 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege wird wie folgt abgeändert:

1° In Artikel 1:

a) in Punkt 5 werden die Wörter "sowie die anatomischen Teile" zwischen "eingeorde net werden," und "einschließlich" eingefügt;

b) in Punkt 6 werden die Wörter "mit Ausnahme der anatomischen Teile" nach "anatomische Abfälle" eingefügt;

c) ein Punkt 6bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"6bis. Anatomische Teile: die von einem Nichtfachmann leicht identifizierbaren Organe oder Teile von menschlichen Körpern, die bei Aktivitäten im Rahmen der Gesundheitspflege gesammelt werden, sowie die Föten von weniger als 180 Tagen;"

2° in Artikel 2 wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"3° von den anatomischen Teilen: indem sie beerdigt oder einem ordnungsgemäß genehmigten Krematorium anvertraut werden."

Art. 22 - Sobald der vorliegende Erlass in Kraft getreten ist, findet er auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

Die bestehenden Betriebe haben jedoch die in Artikel 18 festgelegten Grenzwerte spätestens drei Jahre nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses einzuhalten, ungeachtet der Grenzwerte, die in ihrer am Tag des Inkrafttretens vorliegenden Erlasse gültigen Genehmigung auferlegt werden.

Art. 23 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 1 — Zeugnis nach Artikel 10

Das Zeugnis nach Artikel 10 bescheinigt die Einhaltung folgender Bestimmungen:

1. Der Sarg ist aus Vollholz oder MDF oder Holzspanwerkstoff, bestehend aus mindestens E1-Platten, die nicht mehr als 9 mg Formaldehyd pro 100 gr Stoff (Norm E1) enthalten. Die Platten, auf denen die Bezeichnung "Klasse E1" in Verbindung mit der Angabe "KOMO" oder "U" steht, genügen diesem Kriterium;

2. Die Sargbretter weisen eine Stärke zwischen mindestens 15 mm und höchstens 25 mm auf;

3. Das Material, aus dem der Sarg hergestellt ist, ist nicht imprägniert;

4. Das Holz ist keinem Schutzverfahren unterworfen worden, und es wurden keine Zusammenbauelemente benutzt, die auf halogenierten organischen Verbindungen beruhen;

5. Klebstoffe dürfen nur aus Kohlenstoff, Wasserstoff, Sauerstoff und Stickstoff bestehen;

6. Die benutzten Lacke bzw. Farbstoffe dürfen keine Nitrozellulose enthalten;

7. Die Lacke, Farbstoffe und für die Abdichtung der Särge benutzten Dichtstoffe erzeugen so wenig Rauch wie möglich bei der Verbrennung. Sie sind schwer entzündlich und enthalten weder halogenierte organische Stoffe noch Schwermetalle;

8. Die Innenbekleidung der Särge, d.h. die Ziertücher, Matratzen, Decken, Kissen, usw. bestehen aus Materialien, die hauptsächlich aus Kohlenstoff, Wasserstoff, Stickstoff und Sauerstoff zusammengesetzt sind, deren Molekularstruktur keine ungesättigten Verbindungen enthält;

9. Die Materialien aus natürlicher Zellulose und die Materialien aus Zellulose, die mindestens 30% Kunstfasern enthalten, wie z.B. Baumwolle, Leinen, Viskose, Zellulose-Azetat, die Gewebe aus natürlichen Stoffen wie Baumwolle, Watte, Wolle, und die Folien, die aus Polyethylen oder Polypropylen bestehen, genügen den Anforderungen unter Pos. 9°;

10. Die Innengarnituren bestehen ausschließlich aus natürlichen und biologisch abbaubaren Produkten;

11. In den Kissen befinden sich keinerlei Schadstoffe;

12. Um die Feuchte innerhalb des Sarges aufzusaugen, werden nur Sägemehl, Holzspäne oder Holzstroh eingesetzt, oder, falls stark absorbierende Stoffe benutzt wurden, bestehen diese aus Polymer-Akrylsäure und Alkali- oder Ammoniumsalzen;

13. Die Hüllen sind ausschließlich aus biologisch abbaubaren Materialien und Geweben hergestellt;

14. Implantate, die mit Batterien funktionieren, werden vom Leichnam abgenommen;

15. Handgriffe, die nicht aus Holz sind, Zierschrauben und sonstige dekorative Elemente können von der Außenseite des Sarges abmontiert werden;

16. Die Leiche ist keiner thanatopraktischer Behandlung mit Produkten auf der Grundlage von Formaldehyd unterworfen worden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Krematorien und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 2 — Entnahme und Analyse der Proben von in Artikel 18 genannten Stoffen

Die Probenahmen erfolgen optimal über vier Kremationszyklen oder aber einen Kremationstag, wenn dieser weniger als vier Zyklen umfasst. Die erste Kremation muss zwangsläufig berücksichtigt werden.

Unter Kremationszyklus versteht man die Dauer des Kremationsverfahrens, d.h. ab der Schließung der Tür, nachdem der Sarg eingeführt worden ist, bis zur Öffnung der Tür für die Aschensammlung.

1. O₂-Messung

Die Eichung des Sauerstoffanalysators erfolgt unter atmosphärischem Wert (auf 20,95% geschätzt).

Die Kontrolle wird wenn möglich bei 15% O₂ vorgenommen (paramagnetische Messung).

2. Ununterbrochene Messung der Schadstoffe (SO₂, CO, CO₂, NO_x, COT)

Die Abgase werden durch ein geheiztes Filter gesaugt, und anschließend anhand einer Kühlvorrichtung auf ca. 5°C abgekühlt (um das in dem Rauch befindliche Wasser abzuscheiden), bevor sie den Analysatoren zugeführt werden. Die unverbrannten Kohlenwasserstoffe (oder gesamter organischer Kohlenstoff) werden jedoch warm analysiert (ca. 200°C) (FID-Technologie).

Diese Parameter werden durch die Strom- und Temperaturschwankungen in den gasförmigen Ausströmungen bei der Emission nicht beeinflusst.

Die bei 11% O₂ korrigierten Ergebnisse werden für die durchschnittlichen Ergebnisse oder die momentanen Werte berechnet.

3. Diskontinuierliche Messung der Schadstoffe (Staub, Dioxin, Formaldehyd, HCl, Hg, Pb)

Die Probenahme von Stauben, Metallen und Dioxinen erfolgt über die Gesamtheit der Kremationszyklen.

Die Feuchtigkeitskonzentration im Rauch wird während der ganzen Dauer der Probenahmen bestimmt.

Die Probenahme von HCl und Formaldehyd wird pro Kremationszyklus vorgenommen.

Die in Nm³sec ausgedrückten Ergebnisse werden auf der Grundlage des durchschnittlichen Abgasvolumenstroms, des realen Feuchtigkeitsgehalts und der realen Temperatur der Abgase pro Kremationszyklus (der der Probenahmezeit entspricht) berechnet.

Der Abgasvolumenstrom wird ununterbrochen gemessen und der Durchschnittswert wird für die Dauer des Kremationszyklus berechnet.

4. Entnahmestelle

Die Messung der Schadstoffe erfolgt an einem festen Punkt, der für die durchschnittliche Geschwindigkeit auf dem Messungsabschnitt als repräsentativ gilt.

Die Kartographie der Geschwindigkeit wird während einer stabilen Betriebsperiode der Kremationseinheit durchgeführt (während der Vorheizphase, Brenner der Brenn- und Nachbrennkammer in Betrieb).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Krematorien und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1910

[2010/203172]

3 JUNI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de crematoria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juli 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 7, 8 en 9;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval;

Gelet op het advies van de "Commission régionale des déchets" (Gewestelijke afvalcommissie), gegeven op 30 maart 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes et Communes" (Hoge Raad van de Steden en Gemeenten), gegeven op 3 april 2009;

Gelet op het advies 46.638/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de crematoria bedoeld in de rubriek 93.03.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt onder bestaande inrichting verstaan elke inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit, alsook elke inrichting waarvoor de vergunningaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend.

Voor de toepassing van deze voorwaarden worden de anatomische delen, met name de organen of ledematen van menselijke lichamen, gemakkelijk te identificeren door een niet specialist en ingezameld tijdens de gezondheidszorgactiviteiten, alsook de foetussen van minder dan 180 dagen als menselijke lichamen beschouwd.

HOOFDSTUK II. — Gebouw

Art. 3. De inrichting beschikt op zijn minst over :

1^o een plaats voor de opvang van de menselijke lichamen;

2^o een lokaal bestemd voor crematie;

3^o een lokaal voor de bewaring van de menselijke lichamen of een gelijkwaardige koelvoorziening, in ieder geval rechtstreeks verbonden met het lokaal bestemd voor crematie.

Art. 4. Het lokaal bestemd voor crematie is breed genoeg om de crematie-eenheid (eenheden) te bevatten en om handelingen eromheen toe te laten.

Art. 5. Het lokaal voor de bewaring van de menselijke lichamen of de gelijkwaardige koelvoorziening is ruim genoeg om één lichaam per crematie-eenheid te bevatten.

Art. 6. De vloer van de plaats voor de opvang van de menselijke lichamen en van het crematielokaal is uitgerust met een waterdichte bedekking, vlot wasbaar, en met een afvalwaterafvoer voorzien van een hevel-luchtafsluiter.

De afvalwateren worden verzameld.

De wanden zijn tot een hoogte van 1,5 meter uitgerust met een gladde bedekking die vlot wasbaar is.

Het materiaal waaruit de vloer en de wanden bestaan of waardoor ze bedekt zijn is niet vatbaar voor rotting.

Art. 7. Het lokaal voor de bewaring van de menselijke lichamen voldoet aan de bouw- en inrichtingskenmerken bedoeld in artikel 6, met uitzondering van het afvalwaterafvoersysteem. Deze bepaling is niet toepasselijk op de voorzieningen die uit koelcellen bestaan.

Het lokaal voor de bewaring van de menselijke lichamen of de gelijkwaardige koelvoorziening is ontworpen om de lichamen te bewaren bij een maximumtemperatuur van 4 °C.

Art. 8. Het crematielokaal is van een verluchting voorzien. De verluchting kan natuurlijk of mechanisch zijn.

Art. 9. § 1. De crematie-eenheid (eenheden) wordt (worden) slechts voor de crematie van de menselijke lichamen gebruikt.

§ 2. De crematie-eenheid (eenheden) is (zijn) uitgerust met een hoofdverbrandings- en met een naverbrandingskamer, elk voorzien van minstens één brander.

§ 3. De schoorsteen van de crematie-eenheid (eenheden) heeft een minimumhoogte van 6 meter, berekend tussen het niveau van de vloer van de begane grond en de bovenkant van de uitmonding in de openlucht op het dak.

Gasachtige effluënten worden via de schoorsteen in de lucht uitgestoten tegen een snelheid van meer dan 8 m/s, waardoor een goede verspreiding van de residuele verontreinigende stoffen gegarandeerd wordt.

Om gasachtige effluënten te kunnen opnemen worden openingen op vlot toegankelijke plekken in de wanden van de schoorsteen aangebracht.

Die openingen bevinden zich in een niet gestoorde zone van de schoorsteen, op een afstand van de laatste storing (haarduitgang, kniestukken, enz.) die gelijk is aan minstens 5 keer de doorsnede van de schoorsteen. Bij gebreke daarvan wordt er voorzien in een losse verhoging die de genormaliseerde opnemingsvoorwaarden kan garanderen.

HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

Art. 10. De uitbater ziet er op toe dat alleen de lijkkasten voorzien van een door de begrafenisondernemer overeenkomstig bijlage 1 opgemaakt certificaat en de dichte kistjes voor de anatomische delen in het crematorium toegelaten worden.

Art. 11. De menselijke lichamen mogen niet langer dan achtenveertig uren in het bewaarlokaal of in de gelijkwaardige koelvoorziening blijven.

De bevoegde overheid kan voorzien in een bijzondere voorwaarde opdat de technisch ambtenaar bij wijze van uitzondering een langere verblijfsduur kan toestaan dan die bedoeld in het eerste lid, op basis van een verzoek van de uitbater gemotiveerd door redenen van openbare orde.

Art. 12. Indien het geheel van de crematie-eenheden langer dan achtenveertig uren stilgelegd wordt, brengt de uitbater de menselijke lichamen naar een ander crematorium.

Art. 13. De crematiehandelingen worden uitgevoerd door gekwalificeerd personeel dat precies weet hoe de crematie-eenheid (eenheden) te gebruiken.

De crematie-eenheid (eenheden) wordt (worden) gebruikt volgens de richtlijnen van de bouwheer.

Een nota met de nodige onderrichtingen wordt vlakbij de apparatuur aangeplakt.

Art. 14. De hoofdverbrandingskamer haalt een temperatuur van minimum 700 °C en maximum 900 °C voor de neerlegging van het lichaam.

De brander van de naverbrandingskamer slaat automatisch aan zodra de temperatuur van de gassen uit de hoofdverbrandingskamer lager is dan 850 °C.

De verbrandingsgassen worden bij een minimumtemperatuur van 850 °C verbrand gedurende minstens 2 seconden en in aanwezigheid van minstens 6 % zuurstof (O₂).

De temperaturen van de hoofdverbrandingskamer en van de naverbrandingskamer worden gemeten en continu aangeplakt gedurende de effectieve werking van de installatie.

Art. 15. In geval van incident worden de in artikel 3 bedoelde lokalen onmiddellijk gewassen en ontsmet met bacteriëndodende producten.

Art. 16. De assen mogen niet verspreid worden in of aan de rand van de oppervlaktewateren, in een site Natura 2000, in een waterwinningsgebied of in een preventiegebied voor waterwinning. De belasting van de bodem is in evenwicht met de begroeiing.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 17. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de aan te wenden uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Lucht*

Art. 18. De uitstoten in de lucht mogen de volgende grenswaarden niet overschrijden :

(1013 hPa, 273 K, 11 % O₂, drooggas) - Dagelijkse gemiddelden betreffende de crematies over één dag

Stoffen	Grenswaarden
Totale stoffen (mg/Nm ³)	20
Totaal organische koolstof (mg/Nm ³)	20
CO (mg/Nm ³)	50
NOx (mg/Nm ³)	400
HCl (mg/Nm ³)	20
Pb (mg/Nm ³)	0,5
Hg (mg/Nm ³)	0,05
PCDD/Fs (ng WHO-TEQ/Nm ³)	0,1
Formaldehyde (mg/Nm ³)	0,5

- metingen van de PCDD/Fs in de eerste cm grond van de strooivelden (Canadese norm 2005 : 4 ng WHO-TEQ (PCDD/Fs)/kg grond);

- meting van Hg in de lucht op de arbeidsposten van de operatoren (inachtneming TLV);

- verspreidingsgegevens schoorstenen : hoogte en Ø, t°, snelheid, Lambert-coördinaten (te verstrekken voor de verspreidingsberekeningen waarmee de overeenstemming met de luchtkwaliteitscriteria nagegaan kan worden).

Art. 19. Om te zorgen voor de homogeniteit van de afvoer, bevat de leiding een rechte sectie gelijk aan minstens 5 hydraulische diameters stroomopwaarts het bemonsteringsplan en 2 hydraulische diameters stroomafwaarts (5 hydraulische diameters wanneer de leiding in de openlucht uitmondt).

HOOFDSTUK VI. — *Controle en toezicht*

Art. 20. De uitbater laat de emissies van de in artikel 18 bedoelde stoffen op zijn kosten meten.

Die metingen worden in normale exploitatieomstandigheden uitgevoerd door een laboratorium of een instelling erkend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.

Al naar gelang van het geval vindt de eerste meetcampagne plaats binnen zes maanden na de inbedrijfstelling van de installatie, na afgifte van een nieuwe vergunning ingevolge een aanvraag tot hernieuwing of van de inachtneming van artikel 18 overeenkomstig artikel 22, tweede lid. Vervolgens laat de uitbater het geheel van de crematie-eenheden van de installatie minstens om de drie jaar controleren.

De uitbater is ook verplicht die emissies te laten controleren op elk schriftelijk verzoek van de toezichthoudend ambtenaar.

De stilleggings- of inbedrijfstellingsperiodes worden niet in aanmerking genomen.

De bemonstering en de analyses worden volgens genormaliseerde methodes uitgevoerd overeenkomstig het protocol bedoeld in bijlage 2.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 21. In het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1 :

a) in punt 5 worden de woorden "alsook de anatomische delen," ingevoegd tussen de woorden "klasse B2," en "met name";

a) in punt 6 worden de woorden "anatomisch afval;" vervangen door de woorden "andere anatomische afval dan de anatomische delen;";

c) er wordt een punt *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"*6bis.* Anatomische delen : de organen of ledematen van menselijke lichamen, gemakkelijk te identificeren door een niet-specialist en ingezameld tijdens de gezondheidszorgactiviteiten, alsook de foetussen van minder dan 180 dagen;";

2° artikel 2 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

"3° anatomische delen : door ze te begraven of aan een behoorlijk vergund crematorium toe te vertrouwen. ".

Art. 22. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

Ongeacht de grenswaarden opgelegd in hun vergunning die van kracht is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nemen de bestaande inrichtingen uiterlijk drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit de bij artikel 18 bepaalde grenswaarden in acht.

Art. 23. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 1. — **Certificaat bedoeld in artikel 10**

Het certificaat bedoeld in artikel 10 legt de naleving van de volgende bepalingen op :

1. de lijkst is vervaardigd uit massief hout of uit MDF of vezelplaten van minstens type E1 die niet meer dan 9 mg formaldehyde per 100 gram materiaal (norm E1) bevatten. De panelen met de benaming "klasse E1" gecombineerd met de melding "KOMO" of "U" voldoen aan dat criterium;

2. de panelen van de lijkst hebben een dikte van minimum 15 mm en maximum 25 mm;

3. het materiaal waaruit de lijkst vervaardigd is is niet geïmpregneerd;

4. er wordt geen gebruik gemaakt van een houtbeschermingsmethode noch van een assemblage op basis van halogeenorganische verbindingen;

5. er mag alleen lijm bestaande uit koolstof, waterstof, zuurstof en stikstof gebruikt worden;

6. de gebruikte lakken zijn vrij van cellulosenitraat;

7. de vernissen, lakken en vullingsmaterialen gebruikt voor de dichtheid van de lijkst stoten zo weinig mogelijk rook uit bij de verbranding; ze zijn weinig ontvlambaar en bevatten halogeenorganische stoffen noch zware metalen;

8. de binnenbekleding van de lijkst, zoals lijkwaden, matrassen, dekens, kussens, is verwezenlijkt met stoffen bestaande uit voornamelijk koolstof, zuurstof, stikstof en waterstof, waarvan de moleculestructuur geen onverzadigde verbinding bevat;

9. de materialen uit natuurlijke cellulose en de materialen uit cellulose bestaande uit minstens 30 % synthetische vezels, zoals katoen, linnen, viscose, acetaat, de weefsels uit natuurlijke stoffen zoals katoen, watten, wol, en de bladen uit polyethyleen of polypropreen voldoen aan de voorschriften bedoeld in punt 9;

10. de binnengarnituren bestaan uitsluitend uit biologisch afbreekbare natuurlijke producten;

11. er bevindt zich geen enkele verontreinigende stof in de kussens;

12. om de vochtigheid te absorberen worden alleen zaagsel, houtschilfers of houtwol gebruikt. Indien sterk absorberend materiaal gebruikt wordt, is het samengesteld uit polymeer acrylzuur en uit alkaliumzouten en ammoniumzouten;
13. de omhulsels zijn uitsluitend met biologisch afbreekbare stoffen en weefsels vervaardigd;
14. implantaten op batterijen worden verwijderd van het stoffelijk overschot;
15. de hendels die niet uit hout zijn, de bekledingsschroeven en andere sierstukken kunnen aan de buitenkant van de lijkstaf verwijderd worden;
16. het lichaam mag geen thanatopraxie ondergaan met producten op basis van formaldehyde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de crematoria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juli 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 2. — Bemonstering en analyses van de emissies van de stoffen vermeld in artikel 18

De monsters worden genomen over hoogstens vier crematiecyclussen of over een dag indien hij minder dan vier cyclussen bevat. De eerste crematie wordt noodzakelijkerwijs in aanmerking genomen.

Een crematiecyclus wordt omschreven als de eigenlijke tijdsduur van het crematieproces, namelijk vanaf de sluiting van de deur na het inschuiven van de lijkstaf tot de opening ervan voor de ontassingshandeling.

1. Meting van O₂

De ijking van de O₂-analyser wordt doorgevoerd tegen de atmosferische waarde die geacht wordt gelijk te zijn aan 20,95 %.

Indien mogelijk wordt de controle bij 15 % O₂ uitgevoerd (meting d.m.v. het paramagnetisme).

2. Continuummeting van de verontreinigende stoffen (SO₂, CO, CO₂, NO_x, COT)

De gassen worden via een verwarmde filter opgezogen, vervolgens afgekoeld door een koelingsstelsel bij een temperatuur van ongeveer 5 °C (om het water dat zich in de rook bevindt te verwijderen) vooraleer ze naar de analysers afgevoerd worden. Daarentegen worden de niet-verbrande koolwaterstoffen (of totaal organische koolwaterstof) warm genalyseerd bij een temperatuur van 200 °C (technologie FID).

De debiet- en temperatuurschommelingen in de gaseffluenten bij de emissie hebben geen invloed op die parameters.

De bij 11 % O₂ verbeterde resultaten worden berekend over het gemiddelde van de resultaten of over de momentwaarden.

3. Incidentele meting van de verontreinigende stoffen (stofjes, dioxines, formaldehyde, HCl, Hg, Pb)

De monsters van stofjes, metalen en dioxines worden over het geheel van de crematiecycli genomen.

De vochtigheidsconcentratie in de rook wordt bepaald over de gezamenlijke duur van de monsternemingen.

De monsters van HCl en formaldehyde worden per crematiecyclus genomen.

De resultaten, uitgedrukt per Nm³sec, worden berekend op basis van het gemiddelde van de debieten van de gasachtige effluenten, van hun reële vochtigheid en temperatuur per crematiecyclus (die overeenstemt met de bemonsteringsperiode).

Het debiet wordt continu gemeten en het gemiddelde over de crematiecyclus berekend.

4. Bemonsteringspunt

De metingen van de verontreinigende stoffen worden uitgevoerd op een vast punt dat geacht wordt representatief te zijn van het gemiddelde van de over de meetsectie geregistreerde snelheden.

De snelhedenkaart wordt tot stand gebracht gedurende een stabiele werkingsperiode van de crematie-eenheid (in de voorverwarmingsfase, branders van de verbrandingskamer en van de naverbranding in werking).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de crematoria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juli 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY